

ÉCLAIRAGES ET SYNTHÈSES

Zoom territorial

Bassin d'emploi de Quimper 1er trimestre 2026

Sommaire

1 SITUATION DU MARCHÉ DU TRAVAIL P 2

2 LE TAUX DE CHÔMAGE P 3

3 LA DEMANDE D'EMPLOI P 4-8

- Principales évolutions
- Profil de la catégorie A
- Profil des catégories A, B, C
- Les flux d'entrées et de sorties
- Formation (entrées, accès à l'emploi)

4 L'INDEMNISATION P 9

5 LES OFFRES D'EMPLOI P 10-11

- Offres d'emploi diffusées
- Les métiers en tension

6 LE MARCHÉ DE L'EMPLOI P 12-16

- Les embauches (DPAE)
- L'accès à l'emploi
- L'emploi salarié (volumes, évolutions)
- L'intérim

ANNEXES P 17-22

L'ESSENTIEL

Chômage	T4 2025
Taux de chômage (zone d'emploi)	6,6%

	T1 2026	évol. annuelle (T1 2026 // T1 2025)
Demandeurs d'emploi en fin de mois		
DEFM catégorie A	5 195	-3,3%
DEFM catégories ABC	10 266	+2,0%
- dont DELD*	4 740	+13,6%

	T1 2026	évol. annuelle (T1 2026 // T1 2025)	évol. annuelle du cumul sur 12 mois glissants
Flux (moyenne des 3 mois du trimestre)			
Entrées sur les listes du chômage	940	+35,2%	+23,2%
Sorties des listes du chômage	1 361	+47,6%	+28,5%
Offres diffusées (France Travail + partenaires)*	2 775	-4,3%	-7,4%

*offres de mars 2026 uniquement

	juin.2025	évol. annuelle
Indemnisation		
Bénéficiaires d'allocation en fin de mois	4 840	+0,9%

Marché de l'emploi	Nombre	évol. sur 1 an	évol. sur 5 ans
Etablissements (fin 2024)	4 544		
Salariés (fin 2024)	49 648	+0,2%	+9,1%
Intérimaires (Finistère-4ème trimestre 2025)	8 897	-5,1%	

← Essentiellement dû à l'entrée en vigueur de la loi Plein emploi au 1^{er} janvier 2025 (voir en pages suivantes).

Service Statistiques, Études et Évaluations



- 179

C'est le nombre de demandeurs d'emploi sans activité (DEFM cat. A) en moins depuis un an sur le territoire.

AVERTISSEMENTS

AVERTISSEMENT LOI PLEIN EMPLOI :

Dans le cadre de la mise en œuvre de la loi pour le plein emploi, les demandeurs et bénéficiaires du RSA, les jeunes en recherche d'emploi suivis par les missions locales, les personnes en situation de handicap suivies par Cap emploi sont systématiquement inscrits à France Travail à compter de janvier 2025.

Pour tenir compte de ces évolutions, conformément aux recommandations d'un groupe de travail du Conseil national de l'information statistique (Cnis), deux nouvelles catégories statistiques sont créées : la catégorie F à dominante « sociale » pour les personnes les plus éloignées de l'emploi, et la catégorie G pour les demandeurs et bénéficiaires du RSA en attente d'orientation.

Pour mieux appréhender les évolutions conjoncturelles du nombre d'inscrits à France Travail durant la période de transition entre 2025 et 2027, des indicateurs complémentaires excluant les publics touchés par la réforme sont également mis à disposition.

Enfin, conformément aux préconisations du groupe de travail du Cnis, certains publics inscrits administrativement sont uniquement enregistrés dans les flux d'entrées et de sorties des catégories statistiques sans pouvoir être comptabilisés en fin de mois au sein de ces catégories.

Depuis janvier 2025, les évolutions sont affectées par des changements dans les règles d'actualisation et l'entrée en vigueur du décret relatif aux sanctions.

- Les règles d'actualisation ont été modifiées : Entre janvier 2025 et mars 2025, tant qu'elles n'ont pas signé leur contrat d'engagement, les personnes non indemnisables s'inscrivant à FT, n'avaient pas à s'actualiser. Elles étaient inscrites en catégorie A jusqu'à la signature de ce contrat. Depuis avril 2025, l'actualisation automatique pour les inscrits non indemnisables n'ayant pas signé leur contrat d'engagement concerne uniquement les premières inscriptions à FT.
- Le régime de sanctions évolue avec l'entrée en vigueur en juin 2025 du décret relatif aux sanctions applicables aux inscrits à France Travail en cas de manquement à leurs obligations : ces sanctions prennent désormais la forme d'une suspension-remobilisation en amont d'une éventuelle radiation des listes de France Travail, ce qui entraîne une baisse des radiations des listes de France Travail.

En janvier 2026, une meilleure identification des orientations en parcours conduit à réduire fortement le nombre d'inscrits en catégorie G (inscrits en attente d'orientation), principalement vers la catégorie F (parcours social). Cette évolution a également permis de mieux identifier rétrospectivement depuis janvier 2025 l'orientation de certains jeunes vers un accompagnement par les missions locales.

En février 2026, intégration de données d'orientation de Conseils Départementaux anciennes (avant 2025) dans le SI de France Travail. Les CD (Conseils Départementaux) disposent dans leur SI de données assimilables aux parcours (PSO (Parcours Social) / PED (Parcours Emploi Direct) / PSP (Parcours Socio-Professionnel)). Pour les départements qui le souhaitent les données sur ces parcours remontent dans le SI France Travail lorsque l'organisme référent (FT/CD/etc) est le même que celui affecté dans le SI FT. Ces remontées, viennent impacter les catégories F (parcours PSO) et les catégories G (mises en parcours PSO/PED/PSP) et, par ricochet les autres catégories.

AVERTISSEMENT SUR LES FLUX :

Depuis juillet 2025, une modification du script d'inscription, sans lien avec la mise en œuvre de la loi pour le plein emploi, a affecté la répartition des entrées sur les listes de France Travail par motif d'inscription. En particulier, les entrées pour motif indéterminé sont nettement rehaussées tandis que les entrées pour fin de contrat, fin de mission d'intérim, démission ou rupture conventionnelle sont abaissées. Les évolutions des flux d'entrées par motif sont par conséquent difficilement interprétables. Cette modification du script n'a pas d'impact sur le nombre d'inscrits par catégorie ni sur le nombre total d'entrées. Par ailleurs, l'intégration de nouveaux publics est susceptible de modifier la saisonnalité des séries de flux. Les séries de flux d'entrées et de sorties corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables doivent à ce titre être interprétées avec prudence. Conformément aux préconisations du groupe de travail du Cnis, certains publics inscrits administrativement qui réalisent des défauts d'actualisation sont identifiés dans le motif défaut d'actualisation hybride (motif composant le motif plus large de défaut d'actualisation). Ils ne peuvent pas être comptabilisés en fin de mois au sein des catégories statistiques et sont uniquement enregistrés dans les flux d'entrées et de sorties de ces catégories. Au sein de cette publication, ces individus sont identifiés sous le motif : Autres motifs.

AVERTISSEMENT OFFRES DIFUSEES :

Les données ont été révisées à la hausse en raison d'une correction sur le nombre d'offres transmises par les partenaires. La correction conduit à relever le nombre d'offres diffusées de +5,8% sur le 1^{er} trimestre 2026. La correction est de +5,1% sur le cumul des 12 derniers mois.

LE MARCHÉ DU TRAVAIL AU 1ER TRIMESTRE 2026 EN BRETAGNE

Au 1^{er} trimestre 2026 en Bretagne, le nombre de demandeurs **d'emploi n'ayant** exercé aucune activité (catégorie A) **s'établit** en moyenne à 127 990. Ce nombre est en baisse de -0,9% sur un trimestre (à titre de comparaison, en France métropolitaine : -1,2% par rapport au 4^{ème} trimestre 2025). Sur un an, par rapport au 1^{er} trimestre 2025, le nombre **d'inscrits** en catégorie A continue de diminuer dans la région : -1,8% (au niveau national : -2,8%).

Le nombre de demandeurs **d'emploi** tenus de rechercher un emploi et ayant exercé une activité réduite dans le mois (catégories B et C) augmente de +1,1% sur un trimestre et affiche une hausse de +4,1% sur un an.

Au total, la demande **d'emploi** globale (catégories A, B ou C) est stable au 1^{er} trimestre 2026 en Bretagne par rapport au trimestre précédent (France métropolitaine : -0,3%). Elle atteint, en moyenne sur le trimestre, 260 290 personnes. Sur un an, ce nombre augmente de +1,1% (+0,1% au niveau national).

Baisse trimestrielle des inscrits chez les jeunes dans toutes les tranches **d'âge** et des chômeurs de longue durée

Au 1^{er} trimestre 2026, le niveau de la demande **d'emploi** (catégories A, B et C) diminue chez les jeunes (-0,6%), est stable chez les 25-49 ans (+0,2%) et les 50 ans et plus (+0,0%). Sur un an, la baisse chez les jeunes est de -1,2%. Elle augmente pour les 25-49 ans avec +1,4% et pour les 50 ans et plus avec +1,5%.

Le nombre de demandeurs **d'emploi** inscrits depuis un an ou plus augmente ce trimestre (+1,4%) et reste en hausse sur un an (+7,5%). La part des demandeurs **d'emploi** de longue durée, représentant désormais 45,7% des inscrits de catégories ABC, a progressé de +0,6 point sur le trimestre et de +2,7 points en un an.

Les évolutions des inscrits à France Travail sont dues principalement à **l'application** de la Loi Plein emploi à compter du 1^{er} janvier 2025, aux changements de règles **d'actualisation** en avril 2025, et depuis juin 2025 à **l'entrée** en vigueur du décret relatif aux sanctions applicables aux inscrits à France Travail en cas de manquement à leurs obligations.

→ *Hors bénéficiaires du RSA et hors jeunes en CEJ, AII, Pacea, il est estimé qu'en l'absence du décret sur les sanctions, le nombre d'inscrits au 1^{er} trimestre 2026 aurait diminué de -0,8% pour les catégories ABC et de -2,0% pour la catégorie A. Ce sont ces évolutions qui reflètent le mieux la situation conjoncturelle du marché du travail.*

*En parallèle, dans les nouvelles catégories instaurées par la Loi Plein emploi, les demandeurs **d'emploi** en catégorie F (parcours social) sont au nombre de 17 075 (10 343 au 4^{ème} trimestre 2025). Ceux en catégorie G (en attente **d'orientation**) sont 18 858 (26 713 au 4^{ème} trimestre 2025).*

*Début 2026, une meilleure identification des orientations en parcours conduit à réduire fortement le nombre d'inscrits en catégorie G (inscrits en attente **d'orientation**), principalement vers la catégorie F (parcours social).*

En février 2026, l'intégration de données d'orientation des Conseils Départementaux anciennes (avant 2025) dans le SI de France Travail impacte les catégories F et les catégories G.

TERRITOIRE D'ÉTUDE DU PRÉSENT DOCUMENT

Le territoire s'étend sur 20 communes et compte 133 644 habitants.

CARTE 1 : DÉCOUPAGE DE LA ZONE GÉOGRAPHIQUE PAR BASSIN D'EMPLOI ET COMMUNES



Nombre d'habitants :

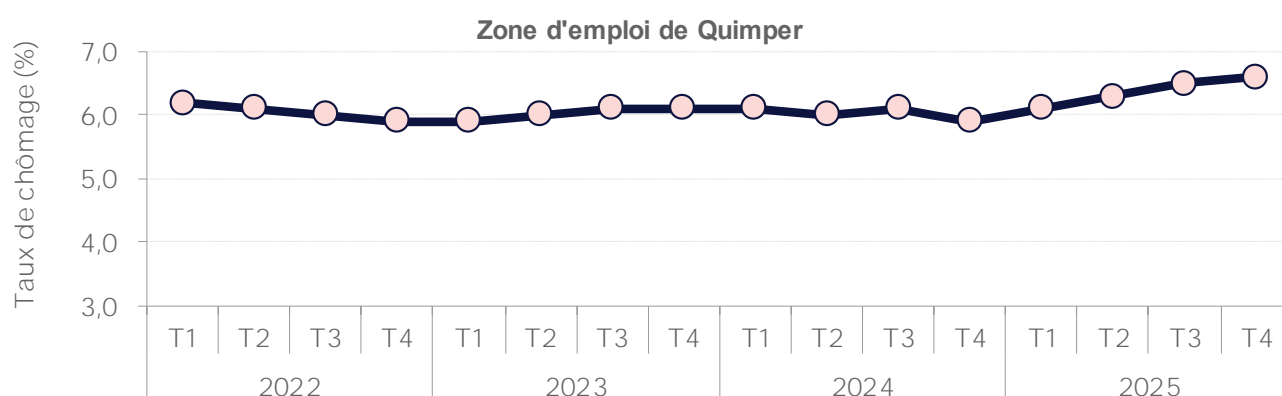
0	à	4 999
5 000	à	9 999
10 000	à	19 999
20 000	et	+

LE TAUX DE CHÔMAGE

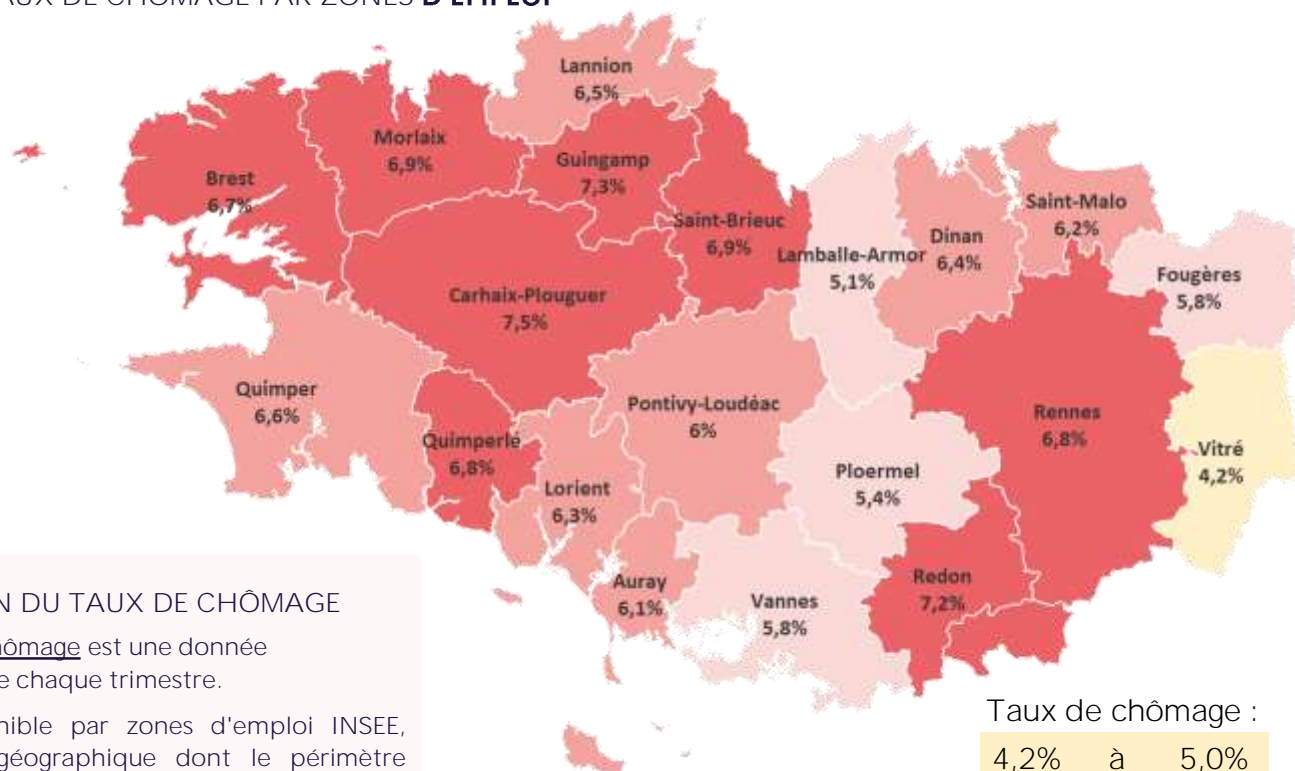
TABLEAU 1 : COMPARAISON DES TAUX DE CHÔMAGE DE L'ÉCHELLE LOCALE À L'ÉCHELLE NATIONALE

4ème trimestre 2025	Taux de chômage (en %)	Evolution sur 1 trim. (en points)	Evolution sur 1 an (en points)
Zone d'emploi de Quimper	6,6%	+0,1	+0,7
Côtes-d'Armor	6,4%	+0,1	+0,3
Finistère	6,7%	+0,1	+0,7
Ille-et-Vilaine	6,4%	+0,1	+0,6
Morbihan	6,0%	+0,0	+0,3
Bretagne	6,4%	+0,1	+0,5
France Métropolitaine	7,7%	+0,2	+0,6

GRAPHIQUE 1 : ÉVOLUTION TRIMESTRIELLE DU TAUX DE CHÔMAGE LOCAL



CARTE 2 : TAUX DE CHÔMAGE PAR ZONES D'EMPLOI



ENCADRÉ 1

DÉFINITION DU TAUX DE CHÔMAGE

Le taux de chômage est une donnée INSEE publiée chaque trimestre.

Il est disponible par zones d'emploi INSEE, découpage géographique dont le périmètre diffère des Zones SPEL (Service Public de l'Emploi Local) et des bassins d'emploi (définis par France Travail).

Le dénominateur du taux, qui représente la population active en âge de travailler, est obtenu via l'enquête emploi menée par l'INSEE.

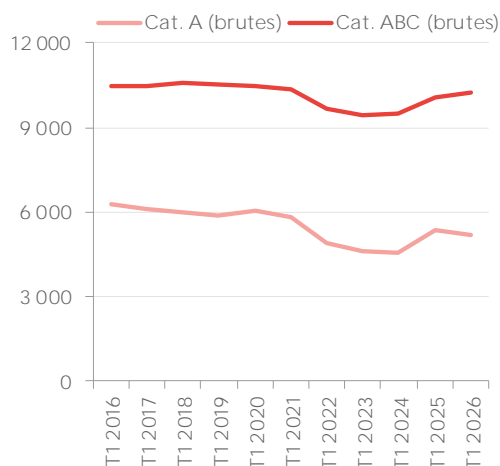
Taux de chômage :

4,2%	à	5,0%
5,0%	à	5,9%
5,9%	à	6,7%
6,7%	à	7,5%

Source : INSEE. Réalisation : Service Statistiques France Travail Bretagne

LA DEMANDE D'EMPLOI : PRINCIPALES ÉVOLUTIONS

GRAPHIQUE 2 : COMPARAISON HISTORIQUE DE L'ÉVOLUTION DES DEFM A ET ABC



10 266

(Données Brutes)

Demandeurs d'emploi sont inscrits en catégories ABC à la fin du mois de mars 2026.

5 195

(Données Brutes)

Demandeurs d'emploi sont inscrits en catégories A à la fin du mois de mars 2026.

Evolution	Catégorie A		Catégories ABC	
		Evol. sur un an**		Evol. sur un an**
Quimper (données brutes)		-3,3%		+2,0%
Finistère (données CVS)		-0,4%		+1,7%
Bretagne (données CVS)		-1,8%		+1,1%

* Pour les données brutes : évol. du volume brut entre fin mars 2026 et fin mars 2025.

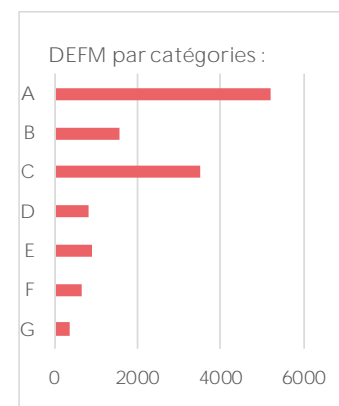
** Pour les données CVS : évol. de la moyenne mensuelle entre janvier 2026 et mars 2026, par rapport à la moyenne mensuelle entre janvier 2025 et mars 2025.

TABLEAU 3 : DEMANDEURS D'EMPLOI PAR SEXE, ÂGE ET DURÉE D'INSCRIPTION AU CHÔMAGE

Données brutes	Cat. A	part %	Evol. annuelle	Cat. ABC	part %	Evol. annuelle
Hommes	2 678	51,5%	-1,4%	4 887	48%	+4,5%
Femmes	2 517	48,5%	-5,3%	5 379	52%	-0,1%
- 25 ans	791	15%	-4,7%	1 385	13%	+4,2%
25-49 ans	2 988	58%	-3,7%	6 093	59%	+2,3%
50 ans et +	1 416	27%	-1,7%	2 788	27%	+0,3%
DELD*	1 095	21%	+17,6%	4 740	46,2%	+13,6%
Total	5 195	-	-3,3%	10 266	-	+2,0%

TABLEAU 4 : DEMANDEURS D'EMPLOI PAR CATÉGORIES

Données brutes	Catégorie de demandeur d'emploi	Nombre de DEFM	Evol. annuelle	Poids / ABCDE
catégorie A	Sans aucune activité au cours du mois	5 195	-3,3%	44%
catégorie B	Activité réduite courte (<78h dans le mois)	1 573	+8,6%	13%
catégorie C	Activité réduite longue (≥78h dans le mois)	3 498	+8,0%	29%
catégorie D	En stage, formation, maternité, maladie, ...	790	-0,3%	7%
catégorie E	Créateurs d'entreprise, contrats aidés	884	-3,8%	7%
	Total ABC	10 266	+2,0%	
	Total ABCDE	11 940	+2,1%	
catégorie F (brut)	En parcours à vocation d'insertion sociale	635	+467%	
catégorie G (brut)	Bénéficiaires RSA en attente d'orientation	335	-56%	



Une définition plus complète des catégories de demandeurs d'emploi est disponible dans le glossaire en annexe 4.

LA DEMANDE D'EMPLOI : PROFIL DE LA CATÉGORIE A

GRAPHIQUE 3 : LES DEMANDEURS D'EMPLOI DE CATÉGORIE A PAR TYPE DE PUBLIC : RÉPARTITION

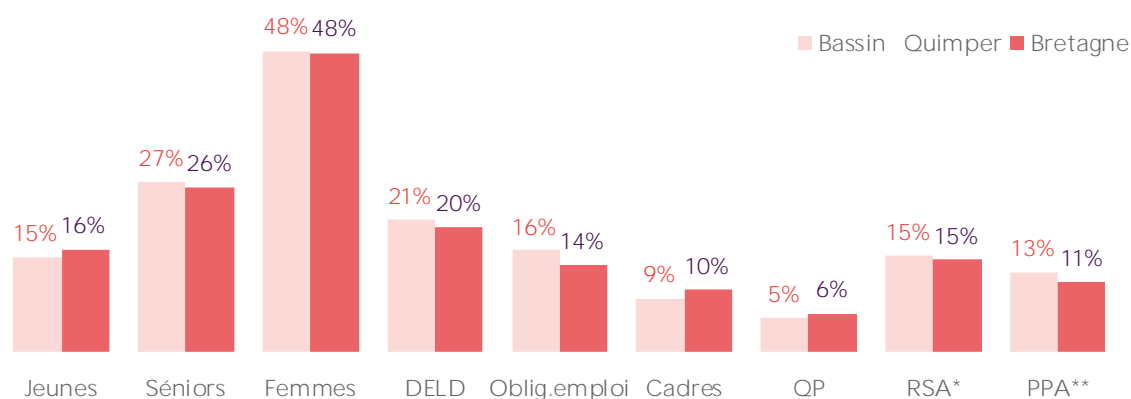


TABLEAU 5 : LES DEMANDEURS D'EMPLOI DE CATÉGORIE A PAR TYPE DE PUBLIC : VOLUMES ET ÉVOLUTIONS

←----- données brutes ----->

Population	Jeunes	Séniors	Femmes	DELD***	Obligation d'Emploi** ***	Cadres	Quartier prioritaire ****	RSA* (socle ou avec PA)	PA (hors RSA)**
Volume	791	1 416	2 517	1 095	842	444	290	801	662
Evol. annuelle	-5%	-2%	-5%	+18%	-2%	-15%	-3%	-11%	+18%
Evol. annuelle Bretagne	-7%	-1%	-3%	+7%	-5%	-15%	+2%	-5%	+7%

* RSA : RSA socle ou RSA avec PA.

** PA : Prime d'Activité versée aux demandeurs d'emploi (ici DE hors RSA).

*** DELD : Demandeurs d'Emploi de Longue Durée inscrits depuis 1 an ou plus. **** Quartier Prioritaire : source INSEE

***** Obligation d'emploi : données estimées

TAB. 6 : DEFM CATÉG. A SELON LA QUALIFICATION

Niveau de qualification	Total DEFM	%
Ouvrier non qualifié	333	7%
Ouvrier qualifié	296	6%
Employé non qualifié	1 057	23%
Employé qualifié	2 139	46%
Agent maîtrise / technic.	414	9%

TAB. 7 : DEFM CATÉG. A SELON LE NIVEAU DE FORMATION

Niveau de formation	Total DEFM	%
Sans diplôme	493	10%
CAP ou BEP	1 619	31%
Bac ou Bac Pro	1 237	24%
Bac+2	713	14%
Bac+3 et plus	1 090	21%
Inférieur Bac : 41%		Bac et + : 59%

TABLEAU 8 : DEFM CATÉGORIE A SUIVANT LE MÉTIER RECHERCHÉ : LES 10 PRINCIPAUX MÉTIERS

Métier recherché	Total DEFM	% Femmes	% Jeunes	% Seniors	% DEFM > 1 an
Agent / Agente De Production En Industrie Alimentaire	187	49%	8%	28%	60%
Secrétaire	145	93%	7%	44%	47%
Employé / Employée De Rayon Libre-Service	139	40%	33%	11%	61%
Agent / Agente De Propreté De Locaux	120	68%	8%	38%	52%
Vendeur / Vendeuse En Prêt-À-Porter	97	85%	32%	21%	56%
Employé Familial / Employée Familiale	88	94%	2%	39%	55%
Conducteur-Livreur / Conductrice-Livreuse	87	7%	9%	33%	59%
Serveur / Serveuse En Restauration	85	71%	28%	9%	66%
Agent / Agente De Service Hospitalier (Ash)	73	79%	14%	22%	67%
Agent Administratif / Agente Administrative	70	76%	6%	37%	43%

(données brutes)

LA DEMANDE D'EMPLOI : PROFIL DES CATÉGORIES ABC

GRAPHIQUE 4 : LES DEMANDEURS D'EMPLOI DE CATÉGORIE A PAR TYPE DE PUBLIC : RÉPARTITION

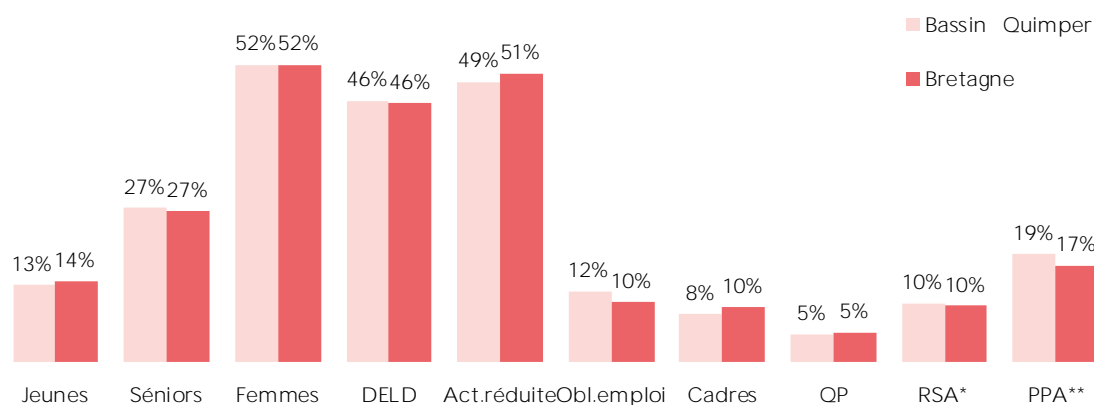


TABLEAU 9 : LES DEMANDEURS D'EMPLOI DE CATÉGORIE A PAR TYPE DE PUBLIC : VOLUMES ET ÉVOLUTIONS

<----- données brutes ----->

Population	Jeunes	Séniors	Femmes	DELD***	Activité réduite	Obligation d'Emploi**	Cadres	Quartier prioritaire*	RSA* (socle ou avec PPA)	PA (hors RSA)**
Volume	1 385	2 788	5 379	4 740	5 071	1 269	862	504	1 059	1 952
Evol. annuelle	+4%	+0%	-0%	+14%	+8%	+2%	-7%	-0%	-8%	+18%
Evol. annuelle Bretagne	-1%	+1%	+1%	+7%	0%	-3%	-9%	+2%	-1%	+12%

* RSA : RSA socle ou RSA avec PA.

** PA : Prime d'Activité versée aux demandeurs d'emploi (ici DE hors RSA).

*** DELD : Demandeurs d'Emploi de Longue Durée inscrits depuis 1 an ou plus. **** Quartier Prioritaire : source INSEE

***** Obligation d'emploi : données estimées

TAB. 10 : DEFM CATÉG. ABC SELON LA QUALIFICATION

TAB. 11 : DEFM CATÉG. ABC SELON LE NIVEAU DE FORMATION

Niveau de qualification	Total DEFM	%
Ouvrier non qualifié	541	6%
Ouvrier qualifié	580	6%
Employé non qualifié	1 936	20%
Employé qualifié	4 698	49%
Agent maîtrise / technic.	933	10%

Niveau de formation	Total DEFM	%
Sans diplôme	846	8%
CAP ou BEP	2 882	28%
Bac ou Bac Pro	2 484	24%
Bac+2	1 615	16%
Bac+3 et plus	2 381	23%
Inférieur Bac		37%
Bac et +		63%

TABLEAU 12 : DEFM CATÉGORIES ABC SUIVANT LE MÉTIER RECHERCHÉ : LES 10 PRINCIPAUX MÉTIERS

Métier recherché	Total DEFM	% femmes	% jeunes	% séniors	% DELD	% en activité réduite
Agent / Agente De Production En Industrie Alimentaire	353	54%	8%	26%	45%	47%
Assistant Maternel / Assistante Maternelle	286	100%	1%	55%	79%	87%
Secrétaire	278	95%	7%	38%	56%	48%
Employé / Employée De Rayon Libre-Service	211	42%	33%	11%	42%	34%
Employé Familial / Employée Familiale	207	94%	1%	44%	57%	57%
Agent / Agente De Propreté De Locaux	202	75%	6%	42%	54%	41%
Vendeur / Vendeuse En Prêt-À-Porter	168	86%	30%	21%	45%	42%
Serveur / Serveuse En Restauration	155	69%	30%	10%	41%	45%
Conducteur-Livreur / Conductrice-Livreuse	144	9%	11%	28%	47%	40%
Agent / Agente De Service Hospitalier (Ash)	142	85%	15%	25%	42%	49%

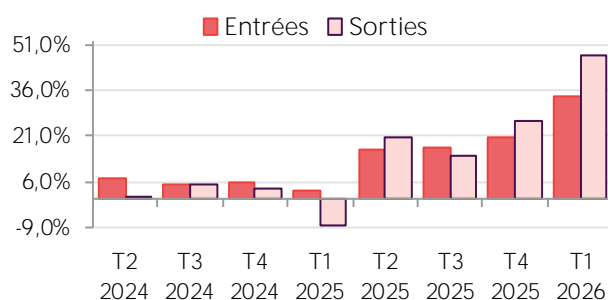
(données brutes)

LA DEMANDE D'EMPLOI : FLUX D'ENTREES ET SORTIES

TABLEAU 13 : COMPARATIF GÉOGRAPHIQUE DES ÉVOLUTIONS DES ENTRÉES ET SORTIES

Evolutions en données brutes	Entrées		Sorties	
	Evol. annuelle du 1er trimestre 2026 (a)	Evol. annuelle du cumul des 12 derniers mois (b)	Evol. annuelle du 1er trimestre 2026 (a)	Evol. annuelle du cumul des 12 derniers mois
Quimper	+35,2%	+23,2%	+47,6%	+28,5%
Finistère	+45,9%	+34,6%	+60,3%	+39,2%
Bretagne	+43,5%	+31,3%	+55,8%	+36,2%

GRAPHIQUE 5 : ÉVOLUTION SUR UN AN DU NOMBRE MOYEN D'ENTRÉES ET SORTIES



Guide de Lecture : Le nombre moyen mensuel d'entrées du 1er trimestre 2026 comparé au nombre du même trimestre 2025 est en hausse de +35,2%. Pour les sorties l'évolution est de +47,6%.

TABLEAU 14 : RÉPARTITION DES MOTIFS D'ENTRÉE SUR LES LISTES DU CHÔMAGE

Entrées (données brutes)	Nombre moyen d'entrées (janv 2026 - mars 2026)	Evolution annuelle (a)	Poids	Cumul entrées sur 12 mois (avr 2025 - mars 2026)	Evolution annuelle (b)	Poids	Vol mensuel mars.26
Fin de contrat	150	-2%	11%	2 136	-10%	15%	132
Fin de mission d'intérim	70	-18%	5%	743	-21%	5%	65
Démission	50	-15%	4%	646	-5%	4%	47
Rupture conventionnelle	75	-15%	6%	889	-2%	6%	70
Licenciement éco.	6	-32%	0%	108	+33%	1%	3
Autre licenciement	54	-13%	4%	614	-12%	4%	55
Première entrée	22	-12%	2%	443	-6%	3%	18
Retour d'inactivité	144	-8%	11%	1 943	-10%	13%	155
Réinscription rapide	118	-7%	9%	1 446	-8%	10%	142
Autres motifs ¹	541	+293%	41%	4 600	N.S.	31%	537
Motif indéterminé ²	80	+19%	6%	1 118	+21%	8%	78
Total	1 310	+35%	100%	14 686	+23%	100%	1 302

(1) Autres motifs : fin d'activité non salariée, retour en France, recherche d'un autre emploi.

(2) Motif indéterminé : autre motif d'inscription.

(a) : Evol. sur 1 an de la moyenne mensuelle des entrées entre janv 2026 et mars 2026 par rapport à la moy. mensuelle entre janv 2025 et mars 2025 (idem sorties).

(b) : Evol. sur 1 an du cumul des entrées sur 12 mois de avr 2025 à mars 2026 par rapport au cumul sur 12 mois de avr 2024 à mars 2025 (idem pour les sorties).

TABLEAU 15 : RÉPARTITION DES MOTIFS DE SORTIE DES LISTES DU CHÔMAGE

Sorties (données brutes)	Nombre moyen de sorties (janv 2026 - mars 2026)	Evolution annuelle (a)	Poids	Cumul sorties sur 12 mois (avr 2025 - mars 2026)	Evolution annuelle (b)	Poids	Vol mensuel mars.26
Absence	842	+107%	62%	8 764	+70%	60%	867
Reprise d'emploi	166	+6%	12%	1 814	-7%	12%	171
Formation	99	-13%	7%	1 188	-9%	8%	87
Suspension	6	-87%	0%	221	-73%	2%	7
Maladie	64	-7%	5%	749	-1%	5%	69
Chgmt géo	26	-24%	2%	340	-7%	2%	28
Arrêt recherche	26	+10%	2%	308	+6%	2%	24
Retraite	13	+15%	1%	145	+10%	1%	8
Autres cas	119	+95%	9%	1 061	+83%	7%	173
Total	1 361	+48%	100%	14 590	+29%	100%	1 434

LA DEMANDE D'EMPLOI : ENTRÉES EN FORMATION ET ACCÈS À L'EMPLOI POST-FORMATION

TABLEAU 16 : LES ENTRÉES EN FORMATION : COMPARATIF GÉOGRAPHIQUE

Zones géographiques	Entrées en formation (a)	Evol. sur 12 mois glissants	Part des Jeunes	Part des Femmes	Part des 50 ans et +	Part publics PIC (Plan Investissement Compétences)*	Part des financements France Travail	Part des formations de moins de 400 heures
Quimper	1 923	+0%	16%	52%	20%	60%	13%	73%
Finistère	13 306	-1%	19%	52%	18%	63%	13%	71%
Bretagne	48 978	-4%	18%	52%	18%	62%	13%	72%

TABLEAU 17 : LES ENTRÉES EN FORMATION : LES 5 PRINCIPAUX DOMAINES DE FORMATION SUIVIS

Libellé des formations suivies	Entrées en formation (a)	Evol. sur 12 mois glissants	Part des Jeunes	Part des Femmes	Part des 50 ans et +	Part publics PIC (Plan Investissement Compétences)*	Part des financements France Travail	Part des formations de moins de 400 heures
DEVELOPPEMENT PROFESSIONNEL ET PERSONNEL	484	-4%	17%	67%	27%	70%	1%	89%
TRANSPORT	297	+3%	18%	25%	15%	69%	13%	87%
LANGUES	129	+30%	11%	68%	29%	66%	3%	58%
MANUTENTION	95	+22%	7%	96%	25%	77%	8%	97%
ACTION SOCIALE	67	+18%	15%	75%	21%	60%	3%	39%
Autres Formations	851	-5%	16%	54%	16%	64%	23%	61%
Total des formations	1 923	+0%	16%	52%	20%	60%	13%	73%

(a) Demandeurs d'emploi entrés en formation entre mars 2025 et février 2026.

NS : donnée non significative.

TABLEAU 18 : VOLUME DES SORTIES DE FORMATION ET ACCÈS À L'EMPLOI DANS LES 6 MOIS SUIVANT LA FORMATION

Zones géographiques	Sorties de formation (b)	Evol. Annuelle*	Taux d'accès à l'emploi DE formés	Taux d'accès à l'emploi ensemble des DE	Taux d'accès à l'emploi (c)					
					Jeunes	Femmes	50 ans et +	Part publics PIC (Plan Investissement Compétences)*	Financements France Travail	Formations de moins de 400 heures
Quimper	316	-6%	70%	44%	-	71%	-	66%	-	71%
Finistère	2 443	-10%	69%	43%	75%	68%	61%	67%	76%	-

TABLEAU 19 : SORTIES DE FORMATION ET ACCÈS À L'EMPLOI POUR LES 5 PRINCIPAUX DOMAINES DE FORMATION SUIVIS

Libellé des formations suivies	Sorties de formation (b)	Evol. Annuelle*	Taux d'accès à l'emploi DE formés (c)	Taux d'accès à l'emploi***						
				Jeunes	Femmes	50 ans et +	Part publics PIC (Plan Investissement Compétences)*	Financements France Travail	Formations de moins de 400 heures	
TRANSPORT	< 60	-	-	-	-	-	-	-	-	-
SANTE	< 60	-	-	-	-	-	-	-	-	-
MANUTENTION	< 60	-	-	-	-	-	-	-	-	-
INGENIERIE FORMATION PEDAGOGIE	< 60	-	-	-	-	-	-	-	-	-
COMMERCE	< 60	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres Formations	316	+44%	40%	72%	66%	43%	66%	67%	67%	
Total des formations	316	-6%	70%	-	71%	-	66%	-	71%	

(b) Sorties de formations cumulées entre juin 2025 et août 2025.

* Comparaison des sorties de formations entre les périodes juin 2025 - août 2025 et juin 2024 - août 2024.

L'INDEMNISATION DES DEMANDEURS D'EMPLOI (DONNÉES BRUTES)

Nombre d'indemnisés	4 840
Bassin d'emploi de Quimper :	
Part dans le département :	15%
Part dans la région :	4%

TABLEAU 20 : ÉVOLUTION ANNUELLE DES INDEMNISÉS

juin 2025	Evolution sur 1 an
Quimper	+0,9%
Finistère	+0,3%
Bretagne	-0,4%

ENCADRÉ 2 : PERSONNE INDEMNISÉE

Personne bénéficiant d'un droit à l'indemnisation (droit ouvert) en fin de mois, et percevant au moins un euro au titre du dernier jour du mois.

Certaines informations ayant des conséquences sur le versement d'une allocation chômage (décisions d'admission, activité réduite, maladie, formations...) peuvent ne pas être connues au moment où le demandeur d'emploi actualise sa situation, en raison des délais de production et de transmission des pièces justificatives. Le nombre d'indemnisés à la fin d'un mois donné n'est donc connu de manière exhaustive qu'avec un certain délai : pour cette raison l'effectif des indemnisés est considéré comme définitif lorsqu'il est établi avec 6 mois de recul.

GRAPHIQUE 6 : HISTORIQUE DE L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'INDEMNISÉS

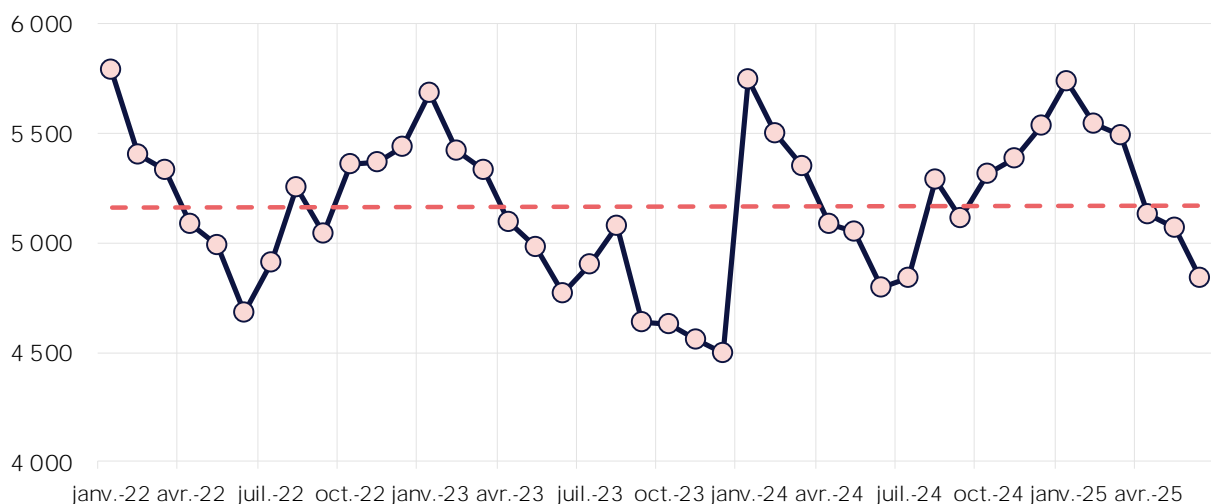
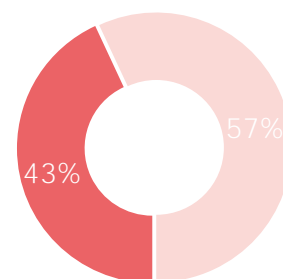


TABLEAU 21 : BÉNÉFICIAIRES EN FIN DE MOIS PAR RÉGIME D'ALLOCATIONS

Type d'allocations	juin 2025		Part
	BFM (bénéficiaires fin de mois)	Evolution annuelle	
Indemnisés Assurance Chômage (1)	4 318	+0,8%	82%
dont formation*	219	+0,9%	4%
dont CSP*	133	+13,7%	3%
Indemnisés Etat (2)	357	+0,0%	7%
dont formation	7	-12,5%	0%
Autres (3)	165	+3,8%	3%
dont formation	57	+18,8%	1%
Total indemnisés (1)+(2)+(3)	4 840	+0,9%	100%
Bassin d'emploi de Quimper			
dont formation	283	+3,7%	5%

■ Indemnisés
■ Non indemnisés



% indemnisés =
(indemnisés Assurance Chômage + Etat + autres)
/ total DEFM ABCDE

(1) Essentiellement indemnisés en ARE (hors convention de gestion)
* Les formations réalisées dans le cadre du dispositif CSP sont comptabilisées dans la ligne "dont CSP", mais pas dans la ligne "dont formation".
(2) Essentiellement indemnisés en ASS. Hors ATA1 (Allocation Temporaire d'Attente).
(3) ARE et AREF convention de gestion, RFPE (Rémunération Formation France Travail).

LES OFFRES D'EMPLOI DIFFUSÉES

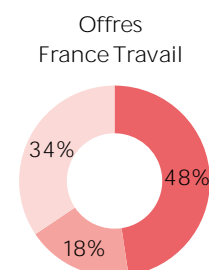
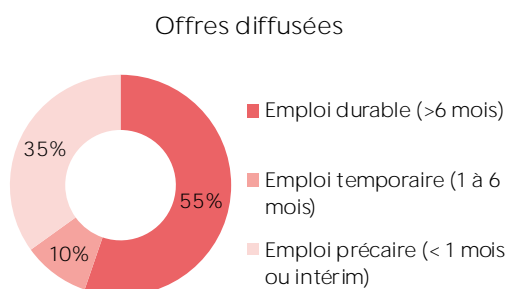
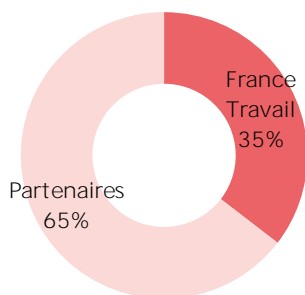
ENCADRÉ 3 : MÉTHODOLOGIE : NOUVEAUTÉ

Les statistiques des **offres d'emploi diffusées** présentées dans cette publication (cette page et page 18) portent sur les offres déposées directement à France Travail* ainsi que sur les offres transmises par des sites partenaires**. Ainsi le nombre d'offres publiées ici correspond à l'ensemble des offres accessibles par les demandeurs d'emploi sur le site <https://www.francetravail.fr/>

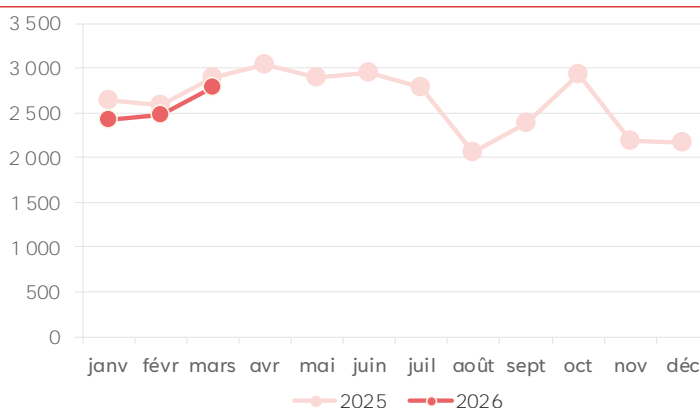
TABLEAU 22 : VOLUMÉTRIE DES OFFRES D'EMPLOI DIFFUSÉES ET ÉVOLUTIONS

Données brutes	Résultats du mois		Depuis le 1er janvier		Sur les 12 derniers mois	
	mars-25	mars-26	2025	2026	Cumul 12m 2025	Cumul 12m 2026
Total des offres diffusées	2 899	2 775	8 119	7 657	33 530	31 056
dont offres France Travail	1 080	1 100	3 027	2 714	12 242	11 150
dont offres transmises des partenaires	1 819	1 675	5 092	4 943	21 288	19 906
Emploi durable (>6 mois)	1 718	1 501	4 616	4 231	18 579	17 681
Emploi temporaire (1 à 6 mois)	342	325	792	751	2 963	3 063
Emploi précaire (< 1 mois ou intérim)	839	949	2 711	2 675	11 988	10 312
	Ecart sur un an		Ecart sur cumul annuel		Ecart sur cumul 12 mois	
Total des offres diffusées	-124	-4,3%	-462	-5,7%	-2 474	-7,4%
dont offres France Travail	+20	1,9%	-313	-10,3%	-1 092	-8,9%
dont offres transmises des partenaires	-144	-7,9%	-149	-2,9%	-1 382	-6,5%
Emploi durable (>6 mois)	-217	-12,6%	-385	-8,3%	-898	-4,8%
Emploi temporaire (1 à 6 mois)	-17	-5,0%	-41	-5,2%	+100	+3,4%
Emploi précaire (< 1 mois ou intérim)	+110	+13,1%	-36	-1,3%	-1 676	-14,0%

GRAPHIQUES 7A-B-C : OFFRES DIFFUSÉES SELON L'OPÉRATEUR ET PAR TYPE DE CONTRAT (cumul depuis le 1er janvier)



GRAPHIQUE 8 : ÉVOLUTIONS MENSUELLES DES OFFRES DIFFUSÉES : (données brutes)



*offres déposées à France Travail par les employeurs, soit sur le site internet de France Travail (espace employeur), soit en passant par un conseiller entreprise ou encore au moyen du 3995, numéro de téléphone dédié aux entreprises.

**offres transmises par environ 150 sites partenaires de France Travail. Dans le cadre de la transparence du marché du travail, France Travail retransmet ainsi des offres d'autres acteurs, afin d'assurer aux demandeurs d'emploi l'accès le plus large possible aux offres disponibles sur le marché du travail. Ces offres subissent un contrôle strict de qualité, de légalité et de fraîcheur avant d'apparaître sur le site de France Travail.

TABLEAU 23 : OFFRES D'EMPLOI DIFFUSÉES SELON LE SECTEUR ÉCONOMIQUE

Secteur	Résultats du mois			Depuis le 1er janvier		
	mars-25	mars-26	Variations	2025	2026	Variations
Agriculture	79	101	+28%	213	227	+7%
BTP	445	478	+7%	1 403	1 368	-2%
Industrie	408	375	-8%	1 199	1 142	-5%
Tertiaire	1 967	1 821	-7%	5 304	4 920	-7%
Total	2 899	2 775	-4,3%	8 119	7 657	-5,7%

LES MÉTIERS EN TENSION

La notion de "tension" consiste à rapprocher, pour chaque métier, l'offre et la demande d'emploi. Cette liste annuelle est issue d'une collaboration entre la DARES et France Travail. Voici présentés ici les 15 premiers métiers avec le plus d'offres.

TABLEAU 24 : LES MÉTIERS EN TENSION

Principaux métiers (présentés par nombre décroissant d'offres)	Année 2024 Offres	Origines potentielles de la tension							
		Intensité d'embauche	Manque de main d'œuvre	Durabilité de l'emploi	Conditions de travail	Inadéquation géographique	Spécificité de l'emploi formation	Inattractivité salariale	
CONDUITE D'ÉQUIPEMENT DE PRODUCTION ALIMENTAIRE	2 584	●	●	●	●	●	●	●	
PERSONNEL DE CUISINE	1 761	●	●	●	●	●	●	●	
PRÉPARATION DU GROS ŒUVRE ET DES TRAVAUX PUBLICS	1 493	●	●	●	●	●	●	●	
MAÇONNERIE	1 449	●	●	●	●	●	●	●	
COMPTABILITÉ	1 395	●	●	●	●	●	●	●	
POSE DE FERMETURES MENUISÉES	1 311	●	●	●	●	●	●	●	
MISE EN RAYON LIBRE-SERVICE	1 218	●	●	●	●	●	●	●	
VENTE EN ALIMENTATION	1 170	●	●	●	●	●	●	●	
CONDUITE D'ÉQUIPEMENT D'USINAGE	1 155	●	●	●	●	●	●	●	
ÉLECTRICITÉ BÂTIMENT	1 106	●	●	●	●	●	●	●	
MONTAGE D'AGENCEMENTS	1 024	●	●	●	●	●	●	●	
CONDUITE D'ÉQUIPEMENT DE CONDITIONNEMENT	993	●	●	●	●	●	●	●	
CHAUDRONNERIE - TÔLERIE	960	●	●	●	●	●	●	●	
OPÉRATIONS MANUELLES D'ASSEMBLAGE, TRI OU EMBALLAGE	914	●	●	●	●	●	●	●	
MÉCANIQUE AUTOMOBILE ET ENTRETIEN DE VÉHICULES	909	●	●	●	●	●	●	●	

La mention "Nouveau" peut apparaître en bout de ligne pour signaler la présence d'un métier qui n'était pas détecté comme en tension l'année précédente.

ENCADRÉ 4 : MÉTHODOLOGIE

Afin de mieux comprendre les facteurs à l'origine de difficultés éventuelles de recrutement pour les entreprises, France Travail et la Dares ont également élaboré six indicateurs d'éclairage complémentaires qu'il convient d'avoir en tête pour l'analyse. ces indicateurs sont résumés sur une échelle de gradation des tensions en 3 niveaux : vert : faible, orange : moyen et rouge : élevé.

Plus d'information sur les origines des tensions dans les annexes (p.21)

LE MARCHÉ DE L'EMPLOI : LES EMBAUCHES

TABLEAU 25 : DÉCLARATIONS PRÉALABLES À L'EMBAUCHE (DPAE) CUMULÉES SUR 12 MOIS

(période de avr-2025 à mars-2026) :

Volume de DPAE :	Hors intérim		Total (y compris intérim)	
	Volume	évol. annu	Volume	évol. annu
Quimper	57 624	+10,5%	139 430	+1,7%
Finistère	377 113	+0,7%	651 314	-0,3%
Bretagne	1 397 885	+1,2%	2 773 373	-0,0%

GRAPHIQUE 9 : DÉCLARATIONS DPAE DURABLES (CDI+CCD>6mois) PAR MOIS

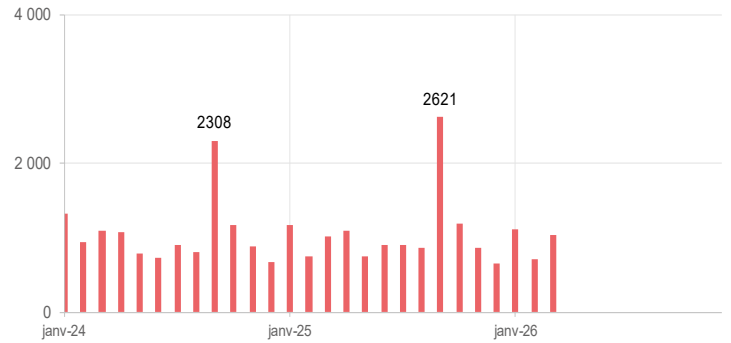


TABLEAU 26 : ÉVOLUTION DES EMBAUCHES PAR TYPE DE CONTRAT (période de avr-2025 à mars-2026) :

Avertissement : De récentes analyses par l'ACOSS-URSSAF montrent que des modifications intervenues fin mars 2025 sur le formulaire dématérialisé de la déclaration préalable à l'embauche (DPAE) ont conduit depuis à des erreurs déclaratives sur le type de contrat renseigné par les entreprises déclarantes.

Ces erreurs, dont l'ampleur reste à évaluer, sont de nature à altérer les séries par type de contrat (CDI/CDD) ainsi que le champ des déclarations d'embauche de plus d'un mois habituellement suivi dans ce Baromètre.

Ainsi, dans l'attente d'investigations complémentaires et de mesures correctives permettant de garantir la fiabilité des données, la **publication des déclarations d'embauche par type de contrat est suspendue**.

TABLEAU 27 : ÉVOLUTION DES EMBAUCHES SELON LE SECTEUR D'ACTIVITÉ

Secteurs économiques	DPAE (hors intérim) - Bassin Quimper					Part du secteur	% des embauchés inscrits à France Travail
	CDI	CDD +6 mois	CDD 1 à 6 mois	CDD < 1 mois	Total		
Les 10 principaux secteurs :							
Santé humaine et action sociale						33%	75%
Hébergement et restauration						18%	48%
Activités de services administratifs et de soutien						11%	72%
Commerce - réparation d'automobiles et de motocyc						10%	56%
Arts, spectacles et activités récréatives						6%	81%
Autres activités de services						3%	54%
Agroalimentaire						3%	50%
Information et communication						2%	69%
Construction						2%	62%
Activités spécialisées, scientifiques et techniques						2%	59%
Autres secteurs						10%	57%
Total (hors intérim)							64%

Publication des déclarations d'embauche par type de contrat suspendue (cf. avertissement ci-dessus).

ENCADRÉ 5

LES DPAE (DÉCLARATIONS PRÉALABLES À L'EMBAUCHE)

La DPAE est une déclaration obligatoire préalable à toute reprise d'emploi, effectuée au maximum 8 jours avant la date prévisible d'embauche. L'ensemble des DPAE sont réceptionnées par France Travail quotidiennement (ACOSS) ou mensuellement (CCMSA). 70% sont exploitées, correspondant aux NIR certifiés des DE connus dans les 36 derniers mois. En moyenne plus de 90% des DPAE aboutissent à une embauche effective.

MÉTHODOLOGIE

Pour recenser le nombre de DPAE, la clé d'entrée retenue est le lieu de domiciliation de l'entreprise ayant fait une déclaration préalable à l'embauche. (En effet le but de cette page est avant tout d'avoir une meilleure vision du marché de l'emploi au travers des entreprises bretonnes). Les DPAE étant fortement saisonnières, les données sont cumulées sur 12 mois glissants afin de mieux visualiser la tendance globale.

LE MARCHÉ DE L'EMPLOI : L'ACCÈS À L'EMPLOI

TABLEAU 28 : TAUX D'ACCÈS À L'EMPLOI ET DE PRÉSENCE EN EMPLOI

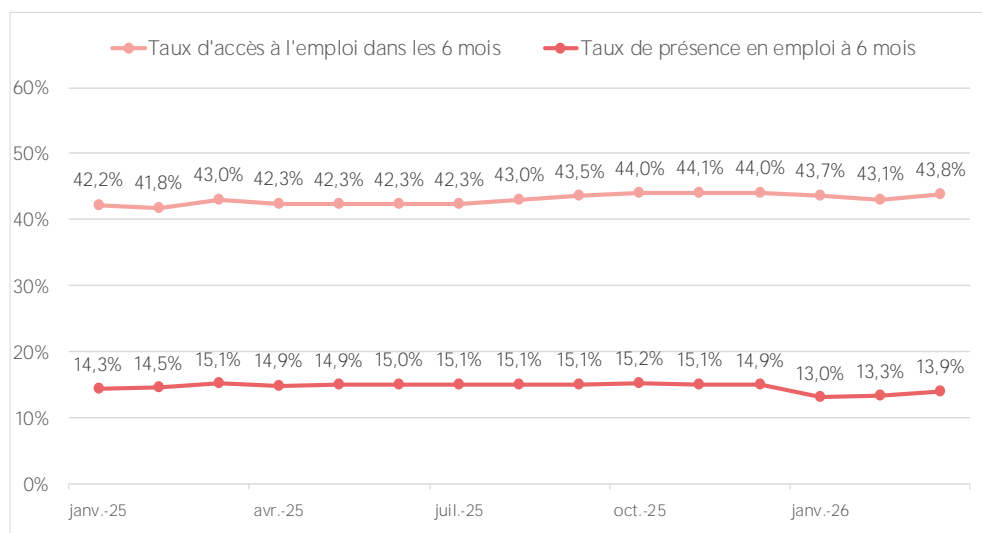
Accès à l'emploi pour l'ensemble des demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois entre juin 2025 et août 2025 (cumul sur 3 mois)	Taux d'accès à l'emploi dans les 6 mois	Taux de présence en emploi à 6 mois
mars 2026	43,8%	13,9%
année précédente (cumul équivalent)	43,0%	15,1%
évolution annuelle	+0,8pt	-1,2pt

ENCADRÉ 6 - DÉFINITIONS

Le taux de **d'accès à l'emploi** mesure la part des demandeurs d'emploi en catégorie A ou B, ayant repris un emploi leur permettant de sortir de catégorie A ou B dans les 6 mois suivants.

Le taux de présence en **l'emploi** mesure la part des demandeurs d'emploi en catégorie A ou B qui, 6 mois plus tard, sont employés dans un contrat dit durable (CDI ou CDD > 6 mois).

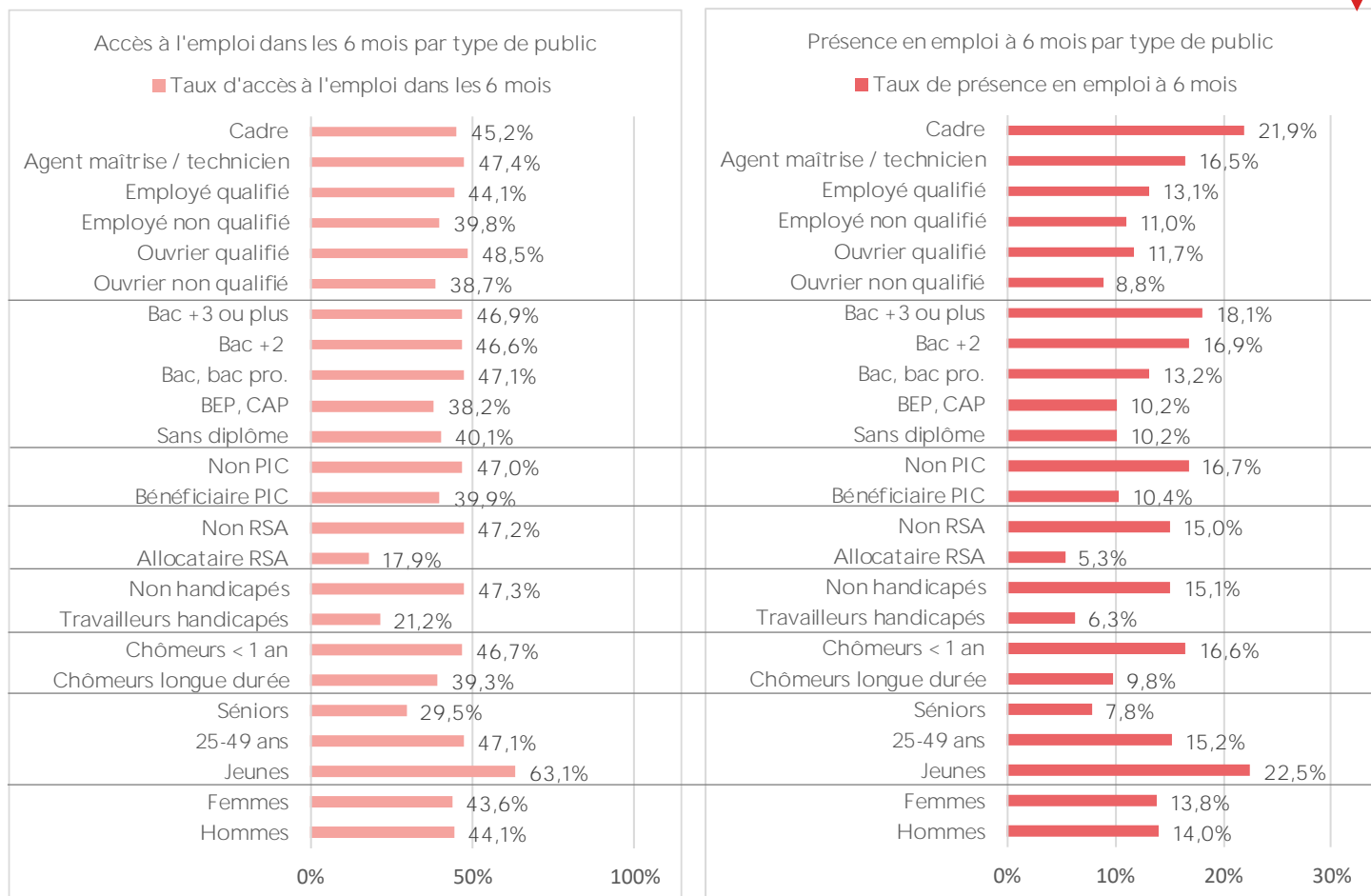
GRAPH. 10 : ÉVOLUTION DES TAUX D'ACCÈS À L'EMPLOI ET DE PRÉSENCE EN EMPLOI (cumul depuis le début d'année)



Légende des graphiques ci-dessous :

- PIC : bénéficiaire du Plan d'Investissement dans les Compétences.
- RSA : allocataire du Revenu de Solidarité Active.
- Travailleur handicapé : bénéficiaire de l'Obligation d'Emploi.

GRAPHIQUES 11 ET 12 : TAUX D'ACCÈS À L'EMPLOI ET DE PRÉSENCE EN EMPLOI PAR TYPE DE PUBLIC



LE MARCHÉ DE L'EMPLOI : L'EMPLOI CONCURRENTIEL (VOLUMES)

TABLEAU 29 : RÉPARTITION DES SALARIÉS ET ÉTABLISSEMENTS DANS LES PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉ
78% des salariés sont regroupés dans 10 secteurs économiques (avec l'intérim 82%) :

Libellé des 10 principaux secteurs économiques	Salariés fin 2024			Etabs. fin 2024			Indice de spécialisation
	Vol.	Dont affiliés MSA	Poids %	Vol.	Dont affiliés MSA	Poids %	
Commerce - réparation d'automobiles et de motocycles	8 770	1%	18%	1 000	1%	22%	1,0
Santé humaine et action sociale	4 566	1%	9%	281	0%	6%	1,0
Construction	3 987	0%	8%	499	0%	11%	1,0
Activités financières et d'assurance	3 778	40%	8%	206	1%	5%	1,9
Agroalimentaire	3 565	13%	7%	119	3%	3%	0,9
Activités de services administratifs et de soutien	3 438	14%	7%	321	18%	7%	1,1
Autres industries manufacturières	3 322	0%	7%	168	0%	4%	1,1
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	3 248	19%	7%	363	2%	8%	1,1
Hébergement et restauration	2 454	0%	5%	440	0%	10%	0,9
Transports et entreposage	1 801	0%	4%	87	0%	2%	0,6
Intérimaires**	1 676	0%	3%	95	0%	2%	1,1
Autres secteurs	9 043	9%	18%	965	19%	21%	0,9
Total	49 648	8%	100%	4 544	6%	100%	1,0

Activités de services administratifs et de soutien (hors intérim)

** Il s'agit ici des intérimaires inscrits dans les établissements de travail temporaire du territoire.

Lecture : 18% des salariés se concentrent dans le secteur Commerce - réparation d'automobiles et de motocycles. L'indice de spécialisation de ce secteur est de 1,0.

Sources :

CARTE 3 : RÉPARTITION DES SALARIÉS PAR COMMUNE



Nombre de salariés :

0	à	999
1 000	à	2 499
2 500	à	4 999
5 000	et	+

© Réalisation : Service Statistiques France Travail - Bretagne

ENCADRÉ 7

CHAMP D'ÉTUDE

Les données du marché de l'emploi en fournissant les nombres de salariés et établissements relevant de leur propre régime.

Sont exclus des emplois concurrentiels : les administrations publiques, l'éducation non marchande, la santé non marchande et l'emploi par les ménages de salariés à domicile.

INDICE DE SPÉCIALISATION

Il permet, dans chaque territoire, de repérer les secteurs d'activité sur- ou sous-représentés par rapport à la région.

Un indice de spécialisation > 1 signifie que le territoire est spécialisé dans l'activité : plus l'indice est élevé, plus le territoire est spécialisé.

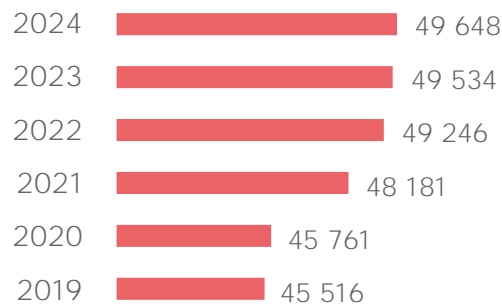
LE MARCHÉ DE L'EMPLOI : L'EMPLOI CONCURRENTIEL (ÉVOLUTIONS)

TABLEAU 30 : ÉVOLUTIONS DE L'EMPLOI SALARIÉ PAR SECTEUR ÉCONOMIQUE

Evolution annuelle 2024 / 2023 (données brutes)	Quimper		Finistère		Bretagne	
	Evol. sur un an	Evol. sur 5 ans	Evol. sur un an	Evol. sur 5 ans**	Evol. sur un an	Evol. sur 5 ans**
Commerce - réparation d'automobiles et de motocycles	+1,2%	+4,9%	+0,8%	+14,9%	+0,5%	+8,9%
Santé humaine et action sociale	+0,3%	+12,0%	-0,7%	+5,4%	+0,9%	+9,5%
Construction	-0,9%	+12,8%	+0,8%	+10,1%	-1,0%	+9,1%
Activités financières et d'assurance	+0,9%	+5,1%	+1,0%	+11,3%	+1,4%	+10,7%
Agroalimentaire	+1,5%	-1,1%	+3,9%	+4,9%	+1,6%	+5,2%
Activités de services administratifs et de soutien	-2,8%	+43,2%	+3,3%	+20,9%	+2,3%	+15,3%
Autres industries manufacturières	-0,4%	+12,2%	+0,4%	+8,3%	-1,2%	+3,2%
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	+3,9%	+19,4%	+0,9%	+16,2%	+0,4%	+18,8%
Hébergement et restauration	+4,4%	+9,3%	+2,0%	+9,1%	+3,0%	+14,5%
Transports et entreposage	-12,0%	-3,2%	-1,3%	-2,5%	-0,1%	+2,1%
Intérimaires**	+6,8%	+25,5%	+5,4%	+7,3%	+1,3%	+3,7%
Autres secteurs	-0,4%	+2,5%	+3,4%	+12,4%	+1,5%	+12,6%
Total	+0,2%	+9,1%	+1,5%	+10,4%	+0,9%	+9,7%

** Il s'agit ici des intérimaires inscrits dans les établissements de travail temporaire du territoire.

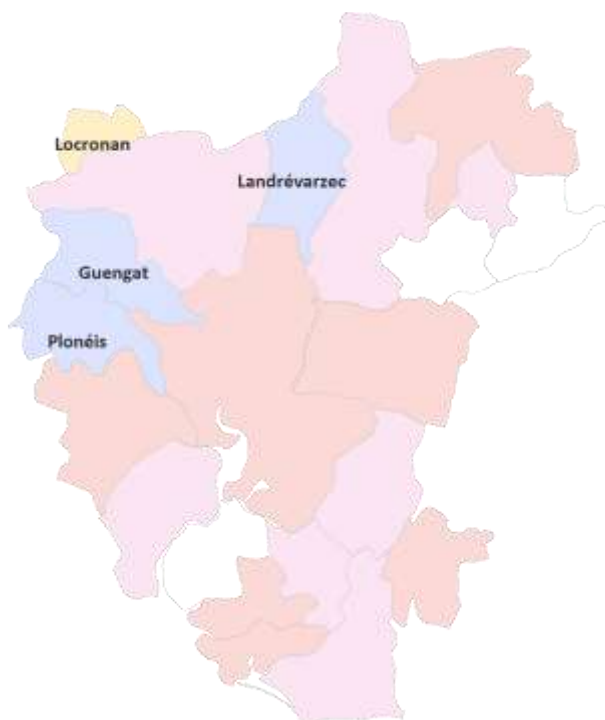
GRAPHIQUE 13 : LES VOLUMES ANNUELS DE L'EMPLOI SALARIÉ



Sources :



CARTE 4 : ÉVOLUTION ANNUELLE DE L'EMPLOI SALARIÉ PAR COMMUNES (2024 / 2023)



Evolution annuelle :

< -5%
-5% à 0%
0% à 5%
> 5%

© Réalisation : Service Statistiques France Travail - Bretagne

LE MARCHÉ DE L'EMPLOI : L'INTÉRIM (données départementales CVS*)

TABLEAU 31 : ESTIMATION DES SALARIÉS INTÉRIMAIRES EN FIN DE MOIS, ET ÉVOLUTIONS

Intérimaires en ETP**	8 897	4ème trimestre 2025	Evol. sur un trimestre	Evol. sur 1 an
Poids dans la région :	22%	Finistère	-0,9%	-5,1%
		Bretagne	-1%	-3%

ENCADRÉ 8

* DONNÉES CVS : Données corrigées des variations saisonnières.

** ETP : Equivalent temps plein. Les intérimaires sont recensés en fonction des établissements utilisateurs du territoire (et non pas des établissements de travail temporaire du territoire).

GRAPHIQUE 14 : HISTORIQUE DE L'ÉVOLUTION DU NOMBRE DE SALARIÉS INTÉRIMAIRES

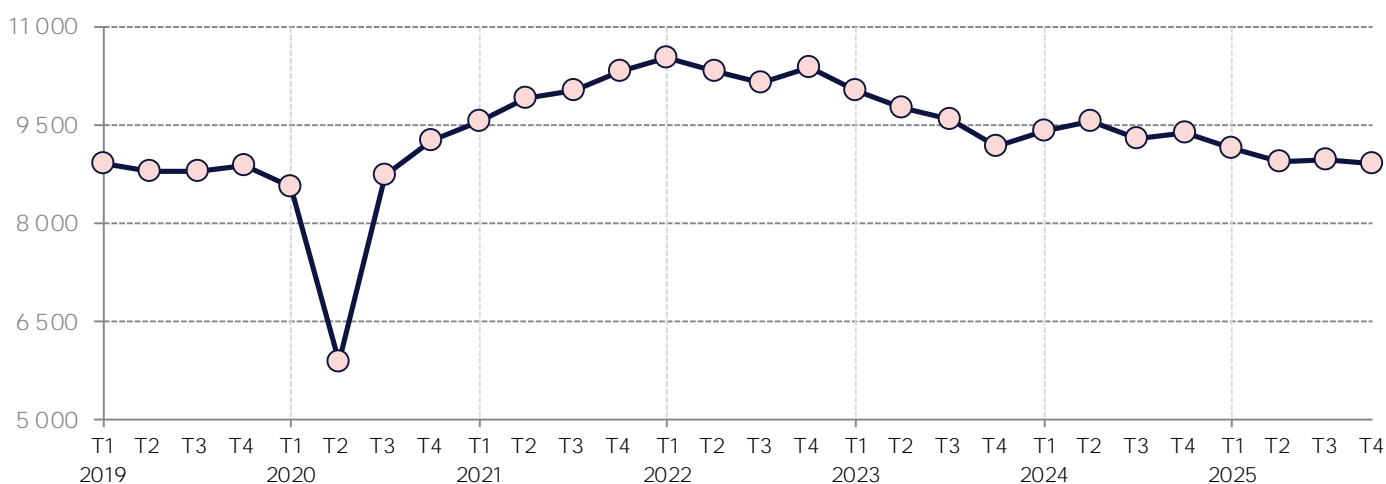


TABLEAU 32 : PRINCIPAUX SECTEURS AYANT RECOURS À DES INTÉRIMAIRES (NOMENCLATURE NAF 17 POSTES)

Secteur d'activité	Volume	Evolution sur un trimestre	Evolution sur un an	Part
Fabrication de denrées alimentaires, boissons et produits à base de tabac	2 363	-1%	-5%	27%
Construction	1 712	+0%	+3%	19%
Fabrication d'autres produits industriels	1 117	-0%	-9%	13%
Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	843	-9%	-9%	9%
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	777	-2%	-9%	9%
Transports et entreposage	667	+3%	-13%	8%
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques	445	-1%	+0%	5%
Autres activités de services	281	+6%	-4%	3%
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	262	+4%	-10%	3%
Fabrication de matériels de transport	192	+9%	-2%	2%
Cokéfaction et raffinage, Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	170	-4%	-6%	2%
Agriculture	63	-9%	+11%	1%
Total (tous secteurs)	8 897	-1%	-5%	

ANNEXE 1

DÉTAIL DES OFFRES DIFFUSÉES PAR MÉTIERS

TABLEAU 33 : VOLUMES D'OFFRES D'EMPLOI DIFFUSÉES ET ÉVOLUTIONS

Offres d'emploi diffusées par métiers en mars 2026	Volume	% / total	% emplois durables	Ecart / mars 25	Poids offres France Travail
Vendeur / Vendeuse En Épicerie	71	2,6%	27%	-10	70,4%
Conducteur / Conductrice De Poids Lourd	61	2,2%	26%	+28	37,7%
Employé / Employée De Rayon Libre-Service	54	1,9%	78%	+8	11,1%
Agent / Agente De Propreté De Locaux	50	1,8%	46%	-113	52,0%
Cuisinier / Cuisinière	46	1,7%	48%	+19	65,2%
Agent / Agente D'Entretien Des Espaces Verts	44	1,6%	20%	+20	56,8%
Peintre En Bâtiment	44	1,6%	25%	+21	40,9%
Comptable	41	1,5%	93%	-52	9,8%
Maçon / Maçonne	40	1,4%	8%	+12	32,5%
Magasinier / Magasinière	40	1,4%	45%	+6	37,5%
Sous-total 10 premiers métiers	491	17,7%	-	-61	42,8%
Autres métiers	2 284	82,3%	-	-63	39,0%
Total offres	2 775	100%	54%	-124	39,6%

Offres d'emploi diffusées par métiers depuis le 1er janvier 2026	Volume	% / total	% emplois durables	Ecart 2026 // 2025	Poids offres France Travail
Vendeur / Vendeuse En Épicerie	156	2,0%	32%	-3	75,6%
Comptable	131	1,7%	89%	-116	12,2%
Cuisinier / Cuisinière	117	1,5%	62%	+2	54,7%
Conducteur / Conductrice De Poids Lourd	115	1,5%	35%	+26	31,3%
Employé / Employée De Rayon Libre-Service	114	1,5%	72%	-12	26,3%
Electricien / Electricienne Du Bâtiment	113	1,5%	30%	+18	40,7%
Agent / Agente De Propreté De Locaux	112	1,5%	52%	-105	39,3%
Maçon / Maçonne	108	1,4%	11%	+3	31,5%
Employé Familial / Employée Familiale	105	1,4%	60%	+30	50,5%
Aide-Soignant / Aide-Soignante	98	1,3%	56%	+9	57,1%
Sous-total 10 premiers métiers	1 169	15,3%	-	-148	42,5%
Autres métiers	6 488	84,7%	-	-314	34,2%
Total offres	7 657	100%	55%	-462	35,4%

Offres d'emploi diffusées par métiers sur les 12 derniers mois	Volume	% / total	% emplois durables	Ecart sur 12 mois	Poids offres France Travail
Comptable	635	2,0%	92%	-355	12,1%
Agent / Agente De Propreté De Locaux	567	1,8%	50%	+283	47,8%
Aide-Soignant / Aide-Soignante	497	1,6%	46%	+200	54,5%
Vendeur / Vendeuse En Épicerie	490	1,6%	43%	+12	63,5%
Employé / Employée De Rayon Libre-Service	490	1,6%	67%	-80	35,3%
Technicien / Technicienne De Maintenance Industrielle	465	1,5%	76%	-131	28,0%
Electricien / Electricienne Du Bâtiment	439	1,4%	27%	+15	44,2%
Maçon / Maçonne	407	1,3%	20%	-40	37,3%
Employé Familial / Employée Familiale	399	1,3%	65%	-154	53,1%
Conducteur / Conductrice De Poids Lourd	382	1,2%	24%	-88	38,0%
Sous-total 10 premiers métiers	4 771	15,4%	-	-338	40,6%
Autres métiers	26 285	84,6%	-	-2 136	35,1%
Total offres	31 056	100%	57%	-2 474	35,9%

ANNEXE 1 BIS

DÉTAIL DES OFFRES FRANCE TRAVAIL

UNIQUEMENT, PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ

TABLEAU 34 : VOLUMES D'OFFRES D'EMPLOI ENREGISTRÉES PAR FRANCE TRAVAIL ET ÉVOLUTIONS

Offres d'emploi enregistrées par secteurs en mars 2026	Volume	% / total	% emplois durables	Ecart / mars 25
Activités Liées À L'Emploi	530	48,2%	34%	+88
Restauration	71	6,5%	56%	+18
Administration Publique Et Défense - Sécurité Sociale Obligatoire	65	5,9%	31%	+27
Activités Des Sièges Sociaux - Conseil De Gestion	59	5,4%	37%	-6
Activités Administratives Et Autres Activités De Soutien Aux	49	4,5%	65%	+18
Sous-total 5 premiers secteurs	774	70,4%	-	+145
Autres secteurs	326	29,6%	-	-125
Total offres	1 100	100,0%	45%	+20
Zoom sur le secteur "Activités liées à l'emploi" (= l'intérim) :				
Les 3 principaux secteurs recruteurs dans l'intérim :	Volume		% emplois durables	Ecart / mars 25
Construction BTP	192		30,7%	+26
Industrie	119		37,8%	-8
Transport et logistique	62		27,4%	+19

Offres d'emploi enregistrées par secteurs depuis le 1er janvier 2026	Volume	% / total	% emplois durables	Ecart 2026 // 2025
Activités Liées À L'Emploi	1 435	52,9%	37%	-134
Administration Publique Et Défense - Sécurité Sociale Obligatoire	149	5,5%	28%	+53
Activités Administratives Et Autres Activités De Soutien Aux	127	4,7%	70%	+26
Activités Des Sièges Sociaux - Conseil De Gestion	125	4,6%	36%	+15
Restauration	116	4,3%	61%	-18
Sous-total 5 premiers secteurs	1 952	72%	-	-58
Autres secteurs	762	28%	-	-255
Total offres	2 714	100%	48%	-313
Zoom sur le secteur "Activités liées à l'emploi" (= l'intérim) :				
Les 3 principaux secteurs recruteurs dans l'intérim :	Volume		% emplois durables	Ecart 2026 // 2025
Construction BTP	500		34%	-113
Industrie	350		40%	-66
Installation et maintenance	135		47%	+6

Offres d'emploi enregistrées par secteurs sur 12 les derniers mois	Volume	% / total	% emplois durables	Ecart sur 12 mois
Activités Liées À L'Emploi	5 988	53,7%	32%	-615
Action Sociale Sans Hébergement	617	5,5%	70%	-378
Administration Publique Et Défense - Sécurité Sociale Obligatoire	553	5,0%	28%	+90
Services Relatifs Aux Bâtiments Et Aménagement Paysager	471	4,2%	67%	+173
Activités Administratives Et Autres Activités De Soutien Aux	467	4,2%	61%	+125
Sous-total 5 premiers secteurs	8 096	72,6%	-	-605
Autres secteurs	3 054	27,4%	-	-487
Total offres	11 150	100,0%	45%	-1 092
Zoom sur le secteur "Activités liées à l'emploi" (= l'intérim) :				
Les 3 principaux secteurs recruteurs dans l'intérim :	Volume		% emplois durables	Ecart sur 12 mois
Construction BTP	2 132		28%	-199
Industrie	1 473		38%	-356
Transport et logistique	591		21%	-276

ANNEXE 2

L'EMPLOI SALARIÉ SUR LES 6 SECTEURS DOMINANTS

GRAPHIQUE 15 : COMPARATIF GÉOGRAPHIQUE
AVEC POUR BASE 100 L'ANNÉE 2018

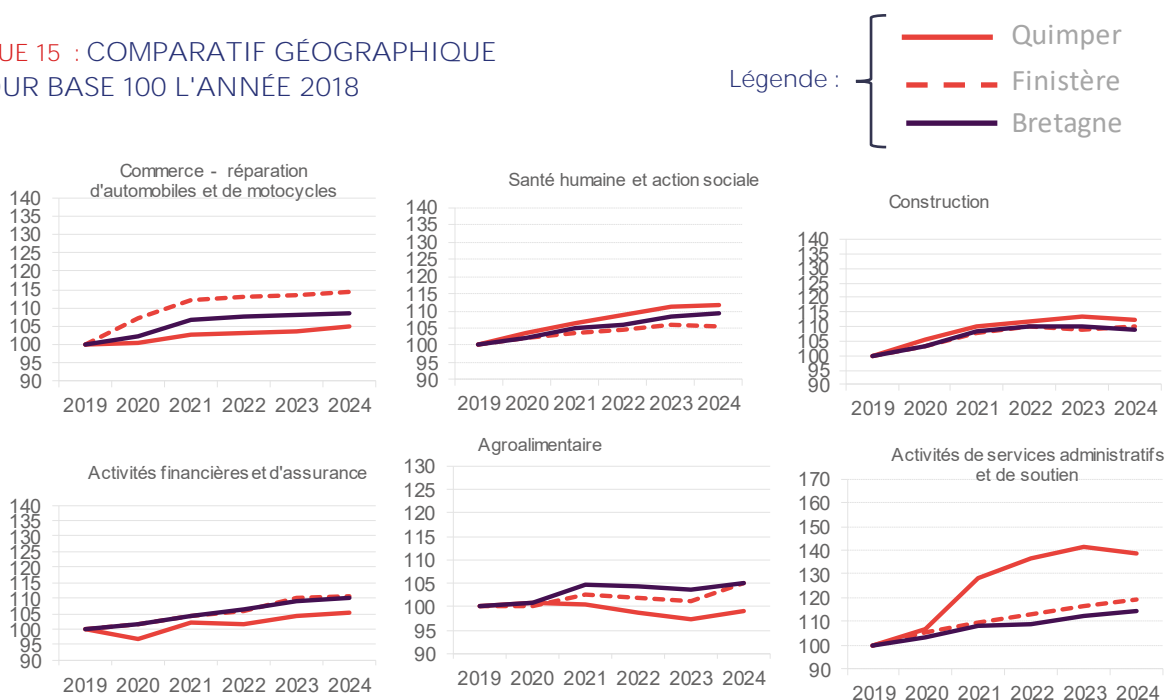


TABLEAU 35 : TOP 10 DES SECTEURS EN TERMES DE CRÉATIONS ET DE DESTRUCTIONS D'EMPLOIS

Créations d'emploi en 2024 par secteur d'activité (NAF 88 postes)	Gains annuels
Activités d'architecture et d'ingénierie - activités de contrôle et analyses techniques	165
Restauration	117
Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles	67
Industries alimentaires	58
Activités sportives, récréatives et de loisirs	48
Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	40
Fabrication d'équipements électriques	37
Réparation et installation de machines et d'équipements	34
Activités auxiliaires de services financiers et d'assurance	29
Action sociale sans hébergement	27
Autres secteurs (hors intérim)	248
Total (dont intérim)	977

Destructions d'emploi en 2024 par secteur d'activité (NAF 88 postes)	Pertes annuelles
Transports terrestres et transport par conduites	-209
Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager	-89
Activités immobilières	-70
Industrie de l'habillement	-46
Publicité et études de marché	-44
Enseignement	-39
Hébergement médico-social et social	-36
Production de films cinématographiques, de vidéo et de programmes de télévision	-34
Télécommunications	-31
Travaux de construction spécialisés	-27
Autres secteurs (hors intérim)	-238
Total (dont intérim)	-863

ANNEXE 3

LA TENSION

Afin d'indiquer la difficulté de recrutement pour les entreprises, la Dares et France Travail proposent un indicateur de mesure des tensions sur le marché du travail. Il s'agit d'estimer, pour un métier donné et sur une zone géographique donnée, la difficulté ou non à recruter.

Remarque pour l'analyse :

Afin de mieux comprendre les facteurs à l'origine de difficultés éventuelles de recrutement pour les entreprises, France Travail et la DARES ont également élaboré six indicateurs d'éclairage complémentaires qu'il convient d'avoir en tête pour l'analyse :

- **L'intensité d'embauches** : plus les employeurs recrutent, plus ils ont à rechercher des candidats et à réitérer le processus, ce qui joue potentiellement sur les difficultés de recrutement. Cette dimension est abordée en rapportant le nombre d'offres d'emploi et de projets de recrutement à l'emploi moyen.

- Des conditions de travail contraignantes : des conditions de travail contraignantes peuvent rendre les recrutements plus difficiles. Un indicateur synthétique sur les conditions de travail est calculé à partir de la part de salariés subissant des contraintes physiques, des limitations physiques, des contraintes de rythme, du travail répétitif, des périodes de travail durant les jours non ouvrables ou en dehors des plages de travail habituelles et un morcellement des journées de travail.

- La non-**durabilité de l'emploi** : comme les conditions de travail, les conditions d'emploi interviennent dans l'attractivité du poste à pourvoir. Toutes choses égales par ailleurs, un contrat à durée déterminée est potentiellement moins attractif qu'un contrat à durée indéterminée. La non-durabilité des postes proposés est mesurée par l'inverse de la moyenne pondérée de la part des offres durables (contrats à durée indéterminée ou à durée déterminée de plus de 6 mois), de la part des offres à temps complet et de la part de projets de recrutement non saisonniers. Cet indicateur peut cependant avoir un effet ambigu sur la difficulté de recrutement car les employeurs recrutant en emplois durables peuvent se montrer plus exigeants dans leur processus de recrutement, et rencontrer de ce fait plus de difficultés.

- Le manque de main-**d'œuvre disponible** : recruter auprès d'un large vivier de demandeurs d'emploi est a priori plus aisé que dans un contexte de pénurie de main-d'œuvre. Pour un métier donné, cet indicateur est construit en prenant l'opposé du nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A rapporté à l'emploi moyen.

- Le lien entre la spécialité de formation et le métier : un décalage entre les compétences requises par les employeurs et celles dont disposent les personnes en recherche d'emploi peut alimenter les tensions. Pour approcher cette inadéquation, l'indicateur permet d'apprécier si le métier en question est difficile d'accès pour des personnes ne possédant pas la formation requise, à partir de la spécificité et de la concentration des spécialités de formation par métier.

- **L'inadéquation géographique** : la main-d'œuvre disponible peut être suffisante au niveau national mais si sa répartition géographique diffère fortement de celle des postes proposés, il peut y avoir des tensions localisées. L'indicateur mesurant l'inadéquation géographique est défini comme l'écart, en valeur absolue, de distribution géographique entre l'offre et la demande, selon l'indice de dissimilarité de Duncan et Duncan.

- **L'attractivité salariale** : Le salaire constitue une composante importante de l'attractivité d'un métier. Afin de déterminer si le salaire offert dans un métier est plus attractif par rapport aux autres, un indicateur composite est élaboré. Il est basé sur deux dimensions : une dimension dite objective – pourrait-on être mieux rémunéré en exerçant un autre métier étant donné son niveau de diplôme et son expérience professionnelle ? – et une dimension dite subjective qui s'appuie directement sur le ressenti des individus concernant leur niveau de rémunération

Sources statistiques et méthodes de calcul : L'approche développée par France Travail et la Dares vise à explorer toutes les dimensions des tensions sur le marché du travail.

Ces indicateurs sont construits dans la publication commune entre la Dares et France Travail est généralement publié pour la nomenclature des familles professionnelles (FAP 2009). France Travail a adapté cet indicateur afin qu'il soit disponible pour l'ensemble des métiers du ROME.

Accéder aux sources et méthodologies détaillées :
dares.travail-emploi.gouv.fr

ANNEXE 4

GLOSSAIRE

Le Chômage :

Taux de chômage	Donnée INSEE publiée trimestriellement, disponible par zones d'emploi (découpage géographique défini par l'INSEE). Le périmètre de ces zones d'emploi est différent de celui des zones d'emploi définies par le SPEL (Service Public de l'Emploi Local) ainsi que de celui des bassins d'emploi définis par France Travail. Le dénominateur du taux de chômage, qui représente la population active en âge de travailler, est obtenu via l'enquête emploi menée par l'INSEE.
-----------------	---

Le Marché du Travail :

DEFM	Demands d'emploi en fin de mois :
catégorie A	- tenus d'effectuer des actes positifs de recherche d'emploi , sans emploi.
catégorie B	- tenus d'effectuer des actes positifs de recherche d'emploi ayant exercé une activité réduite courte (≤ 78 heures au cours du mois).
catégorie C	- tenus d'effectuer des actes positifs de recherche d'emploi , ayant exercé une activité réduite longue (> 78 heures au cours du mois).
catégorie D	- non tenus d'effectuer des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), sans emploi.
catégorie E	- non tenus d'effectuer des actes positifs de recherche d'emploi , en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés, créateurs d'entreprise).
catégorie F	- non tenus d'effectuer des actes positifs de recherche d'emploi : personnes orientées vers un parcours à vocation d'insertion sociale.
catégorie G	- bénéficiaires du RSA en instance d'orientation , c'est-à-dire en attente de savoir quel organisme sera en charge de leur accompagnement.
DELD	Demands d'emploi de longue durée. Il s'agit des demands d'emploi au chômage depuis plus d'un an.
BOE	Bénéficiaires de l'obligation d'emploi. Il s'agit pour l'essentiel des travailleurs handicapés.
RSA + PA	Revenu de Solidarité Active + Prime d'Activité.
QP(V)	Quartier Prioritaire de la Ville.
Flux de demands d'emploi	Entrées / sorties des listes du chômage de France Travail :
DEE	Demands d'emploi entrant sur les listes.
DES	Demands d'emploi sortis des listes.
Taux d'écoulement	Par métier, exprime la potentialité à sortir du chômage sur un an. Vaut DES sur 12 mois / (DEE sur 12 mois + DEFM ABC de l'année précédente).
Offres d'emploi	Offres d'emploi diffusées / collectées par les agences France Travail :
Offres d'emploi diffusées	Les Offres d'emploi diffusées comprennent les Offres d'emploi enregistrées (OEE) c'est-à-dire collectées par France Travail + les Offres d'emploi des partenaires de France Travail.
ROME	Répertoire Opérationnel des Métiers et des Emplois. Chaque code ROME correspond à un métier spécifique.
Taux de tension	Pour les tensions, merci de vous référer à la note méthodologique réalisé par le DARES et France Travail : https://dares.travail-emploi.gouv.fr/publication/les-tensions-sur-le-marche-du-travail-en-2023

Indemnisation :

BFM	Bénéficiaires en fin de mois. Demands d'emploi bénéficiant d'une allocation de l'assurance chômage ou du régime de solidarité.
Part des indemnisés	La part des indemnisés est le rapport entre les indemnisés (= indemnisés assurance chômage + indemnisés solidarité Etat, hors allocataires formation ou préretraite) et l'ensemble des demands d'emploi potentiellement indemnisables (= DEFM ABCDE).

Méthodes statistiques :

CVS	Correction des variations saisonnières, ou "désaisonnalisation". Pour une série de données évoluant dans le temps, il s'agit de supprimer les effets saisonniers ou irréguliers afin d'en extraire la véritable tendance. Il s'agit d'une méthode de lissage.
12 mois glissants	Comparaison d'un cumul (ou moyenne) sur 12 mois avec le cumul (ou moyenne) sur les 12 mois correspondants de l'année précédente.

ANNEXE 4

GLOSSAIRE (SUITE ET FIN)

Méthodes statistiques :

CVS	Correction des variations saisonnières, ou "désaisonnalisation". Pour une série de données évoluant dans le temps, il s'agit de supprimer les effets saisonniers ou irréguliers afin d'en extraire la véritable tendance. Il s'agit d'une méthode de lissage.
12 mois glissants	Comparaison d'un cumul (ou moyenne) sur 12 mois avec le cumul (ou moyenne) sur les 12 mois correspondants de l'année précédente.

Marché de l'emploi :

NAF	Nomenclature d'activités française. Chaque code NAF correspond à un secteur d'activités spécifique. Plusieurs regroupements de secteurs existent, dans ce document sont utilisées les NAF en 88 postes (pour l'emploi salarié) et en 17 postes (pour l'intérim).
Emploi salarié	Emploi concurrentiel, source Urssaf / Acof. Sont exclus du marché de l'emploi concurrentiel les administrations publiques, l'éducation non marchande, la santé non marchande et l'emploi par les ménages de salariés à domicile. L'agriculture et une partie de l'industries agroalimentaires sont affiliées à la MSA.
Indice de spécialisation	Distinction de la surreprésentation ou de la sous-représentation d'un secteur d'activité sur une zone géographique donnée. Si cet indice est supérieur à 1, le territoire est spécialisé dans l'activité associée. Plus l'indice est élevé, plus le territoire est spécialisé dans cette activité.
Intérim	Sur la page "emploi salarié" : intérimaires inscrits dans les établissements de travail temporaire du territoire. Sur la page "intérim" : Estimation du nombre d'intérimaires en fin de mois ayant effectué leur missions chez les employeurs utilisateurs de main-d'œuvre du territoire. Obtenu à partir des déclarations mensuelles d'intérim des employeurs.

Zonages géographiques :

Bassin d'emploi	Zone définie par France Travail. Espace géographique où la majeure partie de la population habite et travaille. Correspond à l'aire fonctionnelle des agences France Travail : en fonction de son lieu de résidence, chaque demandeur d'emploi s'inscrit à l'agence France Travail qui couvre son bassin d'emploi. La Bretagne en compte 26.
ALE	Agence locale pour l'emploi. Zone définie par France Travail. Dans la plupart des bassins d'emploi, le bassin d'emploi correspond à une ALE. Les bassins les plus urbanisés comptent plusieurs ALE : il s'agit des bassins de Brest, Quimper, St-Brieuc, Lorient, Vannes et Rennes. La Bretagne compte 39 ALE.
Zone d'emploi	Zone définie par l'INSEE (2010). Espace géographique où la plupart des actifs résident et travaillent, et dans lesquels les établissements peuvent trouver l'essentiel de la main d'œuvre nécessaire pour occuper les emplois offerts. La Bretagne compte 18 zones d'emploi.
Zone SPEL	Service public de l'emploi local. Défini par la DGEFP (Délégation Générale à l'Emploi et à la Formation Professionnelle). Implique les acteurs publics chargés de l'application de la politique de l'emploi et de la formation professionnelle. La Bretagne compte 18 zones SPEL.
MDE	Maison de l'emploi. Mises en place dans le cadre du Plan de cohésion sociale (2004) sous la responsabilité des collectivités territoriales. Elles ne couvrent pas l'ensemble du territoire breton. La Bretagne en compte 14.



En savoir plus

- LES PUBLICATIONS STATISTIQUES RÉGIONALES :

francetravail.org/regions/bretagne

→ rubrique "Statistiques et analyses" :

- Les évolutions trimestrielles de la demande d'emploi en Bretagne
- Des analyses localisées et détaillées du marché du travail dans les territoires bretons
- Des focus sur le marché du travail dans les principaux secteurs d'activité de la région
- L'enquête BMO sur les Besoins en Main-d'œuvre des entreprises bretonnes

- LES DONNÉES STATISTIQUES FRANCE TRAVAIL EN LIBRE ACCÈS :

→ nationales :

francetravail.org/opendata/

→ localisées :

dataemploi.francetravail.fr/

Directeur de la publication
Angélique GOODALL

Directeurs de la rédaction
Anthony JEULAND, Nicolas MAXIME

Réalisation
Service Statistiques, des Études et de l'Évaluation

France Travail - Bretagne
36 rue de Léon
35000 Rennes



francetravail.org

